

ARRÊTONS DE SUBIR !

Les travailleuses et les travailleurs subissent les effets de la crise sociale, politique et énergétique. Les politiques néolibérales détériorent la vie de la population et favorisent la montée du nationalisme, du racisme, de la xénophobie et des partis qui prétendent représenter une alternative à la crise. La CGT ne fera jamais de compromission avec eux.

À ces crises sociales, économiques, climatiques, s'ajoute la guerre en Ukraine.

Le gouvernement de Macron nous promet des jours tristes, des jours sombres, sans pain et sans chauffage ! Réforme de l'assurance chômage, réforme des retraites, budget d'austérité, restrictions énergétiques... c'est un programme de classe, un programme de combat pour faire payer la crise aux travailleurs.

L'inflation grimpe, le pouvoir d'achat des ménages se dégrade, la baisse de la consommation entraînera des conséquences sur l'emploi et l'investissement. Le risque de récession plane sur la zone euro et notamment en France.

Pour faire face à la grande récession qui vient, il faut bien sûr taxer les profits tout court, mais surtout changer la gestion des entreprises, permettre une intervention nouvelle des salariés pour une toute autre utilisation de l'argent.

Mais le gouvernement Macron s'apprête à offrir un nouveau cadeau au patronat en supprimant la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

C'est un impôt de production : son taux, calculé selon le niveau de chiffre d'affaires, s'applique à la valeur ajoutée de l'entreprise, qu'elle réalise des bénéfices ou pas. **Sa suppression fera économiser un total de 8 milliards d'euros par an aux entreprises.** Une somme qui aurait pu contribuer à sauvegarder notre système de protection sociale.

Pour faire face à ces attaques, nous devons élever les consciences pour construire une alternative au capitalisme. C'est dans cette perspective que nous devons monter le rapport de force. Cela passe par la lutte autour de l'enjeu du travail et de l'emploi, pour redonner du sens au travail, augmenter les salaires, former et créer des emplois, sécuriser les parcours professionnels.

Travailler moins, 32 heures par semaine payées 35h, pour travailler mieux et tous, partir à la retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 années de cotisation, revendiquer un SMIC à 2 000 €, protéger le pouvoir d'achat avec l'échelle mobile des salaires et des augmentations générales de salaires, voilà ce que nous revendiquons !

SANS L'INTERVENTION DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS LE PARTAGE DES RICHESSES NE SERA PAS POSSIBLE. ■

Allons chercher le fruit de notre travail !